

Sommes-nous en démocratie ? La réponse paraît aussi évidente que la question étonnante. Nous éli-sons régulièrement nos représentants, nous disposons de libertés civiques, la presse est libre, les gouvernants prennent des décisions et les parlements légifèrent. Le triomphe du modèle occidental de la démocratie semble total (...) Tout irait donc pour le mieux dans le meilleur des mondes possibles. Pourtant, depuis quelques années, une vague de fronde politique s'est abattue sur les démocraties occidentales, dont le fonctionnement semblait solidement – et éternellement ? – établi.

Il est indéniable que nos démocraties occidentales entrent en zone de turbulences. Mais s'agit-il d'un mouvement d'humeur, ou bien des symptômes d'une crise plus profonde ?

« Ils ne nous représentent pas ». Le 15 mai 2011, à la veille des élections municipales espagnoles, des milliers de personnes répondent à l'appel sur YouTube d'une dizaine de petits groupes activistes – comme les *Anonymous*, les *V de Vivienda*, les *Hipotecados*, et *Juventud sin futuro* (« Jeunesse sans avenir »). Sur la Puerta del Sol à Madrid, les manifestants dénoncent les dérives de la finance, les expulsions forcées de centaines de familles incapables de payer leur loyer ou encore les mécanismes d'une crise qui plonge près de 50 % des jeunes dans le chômage. (...)

Dans le sillage des Espagnols, les *Aganaktismeni* (« en colère » en grec) se réunissent au printemps 2011 sur la place Syntagma à Athènes pour protester contre la corruption de la classe politique après un an d'austérité draconienne, et plus de deux ans de profonde récession ayant mené à la faillite de l'État. Le 17 septembre 2011 marque le début du mouvement *Occupy* aux États-Unis. Près de 2 000 personnes occupent le Zuccotti Park à Manhattan – rebaptisé « Liberty Plaza » – à deux pas de la Bourse de New York, symbole de l'omnipotence des institutions financières mondiales. (...)

Ces contestations d'une nature nouvelle sont surtout révélatrices d'un profond malaise vis-à-vis du fonctionnement de la démocratie, et tout particulièrement du système représentatif. Le slogan souvent entendu « ils ne nous représentent pas » cristallise ce sentiment diffus d'exaspération. (...) Ils dénoncent la professionnalisation de la politique, la technocratisation de l'Europe qui laisse les décisions à prendre entre les mains d'experts non élus (la fameuse Troïka formée par la Commission européenne, la Banque centrale européenne et le Fonds monétaire international) et l'abandon d'une classe politique qu'ils jugent inféodée aux pouvoirs de

l'argent. Nombreux sont ceux qui, à l'instar du journaliste Hervé Kempf, considèrent que nous sommes en oligarchie – c'est-à-dire un régime dans lequel un petit nombre de personnes concentrent les pouvoirs économiques et politiques et décident des grandes orientations qui s'appliquent à tous. (...)

Fondamentalement, *Nuit Debout*, les *Indignés* ou encore le mouvement *Occupy* sont révélateurs de la période particulière que nous sommes en train de vivre : celle de la fin de l'évidence démocratique. En vérité, nous vivons depuis plus de 200 ans dans un mythe. Celui qui a fait du régime représentatif électif l'aboutissement ultime de la démocratie. Pourtant, « Les démocraties contemporaines sont issues d'une forme de gouvernement que ses fondateurs opposaient à la démocratie », souligne le politologue Bernard Manin. Les fondateurs du gouvernement représentatif, à la fin du XVIII^e siècle et dans la foulée des Révolutions française et américaine, associaient la démocratie – le gouvernement par et pour le peuple – au chaos, à la violence et à la tyrannie des pauvres. Antoine Barnave, l'un des révolutionnaires français de premier plan, considérait la démocratie comme « le plus haïssable, le plus subversif et, pour le peuple lui-même, le plus nuisible des systèmes politiques ». Les inventeurs du régime représentatif électif dont nous héritons aujourd'hui préférèrent donc opter pour ce qu'ils considéraient être la meilleure alternative à l'arbitraire de l'Ancien Régime monarchique, d'une part, et au chaos de la démocratie, d'autre part : une « aristocratie élective ». (...)

Cela n'était pas sans arranger les affaires de nombreux révolutionnaires qui étaient pour la plupart propriétaires terriens, avocats ou industriels et avaient déjà souvent été amenés à occuper des fonctions administratives sous la Couronne française ou britannique. Ils comptaient donc sur les élections pour amener au pouvoir un petit groupe de personnalités de premier ordre, émanant de leurs rangs, pour gouverner au nom du peuple. (...) Ainsi, il n'a jamais été question pour les instigateurs du gouvernement représentatif de fonder un gouvernement du peuple par le peuple, mais bien un système composé d'élites jugées mieux à même d'exercer le pouvoir en lieu et place des citoyens.

Paradoxalement, le gouvernement représentatif électif a cependant fini par s'imposer comme la seule forme valable de démocratie ! Pierre Rosanvallon rappelle que « le fait que le vote de la majorité établisse la légitimité d'un pouvoir a en effet aussi été universellement admis comme une procédure

identifiée à l'essence même du fait démocratique ». Ainsi, nous vénérons les élections comme si elles étaient la condition nécessaire et suffisante du bon fonctionnement de la démocratie. Pourtant, cette fascination pour le principe électif peut sembler étrange, comme le remarque David Van Reybrouck, lorsque l'on sait que les institutions démocratiques prétendent asseoir leur légitimité sur celui-ci depuis seulement deux siècles. Les formes démocratiques antérieures à la modernité libérale ne prétendaient pas organiser l'intégralité de la vie politique sur une telle base (par exemple, dans la Grèce antique, 90 % des responsabilités publiques étaient tirés au sort ; seuls les postes les plus complexes – notamment dans l'armée et les finances publiques – restaient entre les mains de personnalités élues). Curieusement pourtant, l'élection – cette procédure institutionnelle conçue à la fin du XVIII^e siècle, dans un contexte social, technologique et culturel particulier – n'a jamais été remise en cause par la suite.

Mais ce système qui a su s'imposer depuis plus de 200 ans comme la seule forme valable de gouvernement est aujourd'hui frappé par une crise sans précédent.

Une crise d'efficacité d'abord. La capacité des gouvernements à agir pour répondre aux attentes des citoyens semble se réduire comme peau de chagrin. Les représentants sont désarmés face à de nouvelles forces comme les marchés, les banques, les agences de notation ou les multinationales. (...)

En outre, le système souffre d'un sérieux déficit de légitimité. En se présentant régulièrement devant les électeurs, les élus sont censés faire le plein de soutien populaire. Mais la mécanique est en panne. D'élection en élection, les représentants ne peuvent se revendiquer que du soutien d'une partie chaque fois plus mince des citoyens. En témoignent les taux d'abstention records à chaque nouvelle élection : au premier tour des élections régionales de décembre 2015, près d'un électeur sur deux ne s'est pas rendu aux urnes. (...)

Dans ce climat de défiance généralisée, les discours populistes trouvent un inquiétant écho. (...) Début 2016, 47 % des Français estimaient qu'avoir un « homme fort qui n'a pas à se préoccuper du Parlement ni des élections » serait une bonne forme de gouvernement pour la France.

Par ailleurs, 59 % des Français seraient d'accord pour que « ce soient des experts et non un gouvernement qui décident ce qui leur semble le meilleur pour le pays ». Il s'agit là de la deuxième tendance actuelle : une majorité de citoyens estime qu'en cas

de tempête mieux vaut laisser la barre aux « spécialistes ». Face aux défis colossaux soulevés notamment par la crise de l'euro et de la dette, certains souhaitent privilégier l'efficacité et la rapidité des décisions, au détriment de délibérations plus démocratiques incluant les citoyens.

Les technocrates ont déjà gagné plusieurs batailles. On ne cesse de retirer une partie du pouvoir des gouvernements élus pour l'attribuer ailleurs : banques centrales, hauts fonctionnaires de la Commission européenne, Banque mondiale, etc. Mais cette dérive technocratique ne vise qu'à maintenir les citoyens dans la passivité et à les écarter des questions d'intérêt général. Pourtant, il faut rappeler que la politique n'est pas qu'une affaire de gestion ! Ces rhétoriques en faveur d'un gouvernement des experts ou d'un projet populiste sont un mirage, voire un danger.

Élisa LEWIS et Romain SLITINE, *Le Coup d'État citoyens, ces initiatives qui réinventent la démocratie*, 2016.

Vous ferez un **résumé** de ce texte de 1 336 mots en 100 mots $\pm$ 10 %.

Utilisez la **feuille de réponse normalisée**.

Les formules caractéristiques doivent impérativement être **reformulées**.

Appuyez-vous sur les **liens logiques** du texte, explicites ou implicites, et **marquez les paragraphes par un signe quelconque**.

Il est interdit d'utiliser un stylo-plume ; utilisez un **stylo-bille ou un feutre de couleur bleue ou noire**. Pas de blanc machine, ni d'effaceur.